

Rigoulot, Pierre, *Des Français au Goulag, 1917-1984*, Paris, Fayard, 1984, 376 p.

Gérard Beaulieu

Volume 16, numéro 4, 1985

L'ONU : quarante ans après

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701935ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701935ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beaulieu, G. (1985). Compte rendu de [Rigoulot, Pierre, *Des Français au Goulag, 1917-1984*, Paris, Fayard, 1984, 376 p.] *Études internationales*, 16(4), 885–886.
<https://doi.org/10.7202/701935ar>

RIGOULOT, Pierre, *Des Français au Goulag, 1917-1984*, Paris, Fayard, 1984, 376 p.

Le titre de cet ouvrage a de quoi surprendre et choquer ceux qui ignorent le phénomène des nombreuses disparitions en URSS de ressortissants étrangers, sans raisons apparentes ou victimes de la raison d'État soviétique. En fait, il ne s'agit pas seulement de Français, nous dit l'auteur, mais aussi d'Allemands, de Belges, d'Italiens, de Japonais, etc., même s'il ne s'est arrêté qu'aux cas français.

Le premier chapitre raconte les aventures d'un émigré russe en France que la guerre de 1939 a ramené, après bien des péripéties, en URSS où il fut condamné à une peine de huit ans – une bagatelle d'après les standards du NKVD – et maintenu ensuite en liberté surveillée. Il ne fut libéré et ne put entrer en France qu'en 1960, grâce à des démarches du Quai d'Orsay auprès de Khrouchtchev. Les chapitres suivants portent sur différents groupes. Il y a d'abord, pour la période de 1917 à 1939, ceux qui ont été surpris en Russie par la révolution, comme cette institutrice française arrivée en Russie en 1913, et dont l'auteur donne en annexe une lettre pathétique adressée, en 1947, à l'Ambassadeur de France; puis des travailleurs membres de partis communistes, des ouvriers spécialisés venus aider la révolution ou offrir leurs bras à l'édification du socialisme; et enfin, des délégués ou des employés de la Troisième Internationale des années 1920 et 1930. L'auteur parle ensuite des divers groupes de prisonniers de guerre de toutes nationalités qui disparaîtront dans des camps soviétiques et dont un certain nombre seulement seront libérés. Il s'arrête sur les « malgré nous » ces quelques 15,000 Alsaciens et Lorrains incorporés de force dans la Wehrmacht et dont une faible proportion a pu être rapatriée d'URSS depuis 1945. En terminant, l'auteur explique la démarche qu'il a suivie dans ses recherches et les difficultés rencontrées avant de tirer ses conclusions sur la nature de l'État soviétique et l'attitude des puissances occidentales dans leurs relations avec lui. En annexes du livre figure une liste de plus de 150 camps soviétiques et une liste de plus de 200 noms de français détenus en

URSS et dont l'auteur a pris connaissance au cours de son enquête.

Les sources de l'ouvrage ce sont d'abord les interviews réalisées par l'auteur auprès d'ex-détenus rapatriés et les récits, mémoires, témoignages publiés depuis les années vingt. Ce sont aussi les documents d'archives du Ministère des Relations extérieures, du Ministère des Anciens Combattants et de l'Armée de terre.

Cet ouvrage ne répond pas à toutes les questions qu'il soulève et pour cause. Le projet était ambitieux: couvrir une aussi vaste période et des centaines de dossiers sur des personnes dissimulées sur tout le territoire de l'URSS. Les difficultés étaient énormes à cause de la nature même du travail: recueillir des informations sur des personnes disparues depuis des dizaines d'années et dont les autorités soviétiques avaient intérêt à brouiller les pistes par des changements de nom ou la diffusion de fausses informations. Du côté français, même si l'auteur a eu accès aux archives, les réticences des milieux officiels à fournir des informations sur certains dossiers particuliers ne lui ont pas facilité la tâche. L'auteur donne comme exemple: « Tel diplomate dont la signature figure des dizaines de fois au bas des documents concernant des Français à rapatrier d'URSS ne se souvient pas d'un seul des cas qu'il a examinés ». (p. 296.).

Le résultat de cette enquête est cependant impressionnant. L'auteur a réussi à rassembler une quantité importante de renseignements sur des Français disparus en URSS et pour lesquels les demandes d'information des autorités françaises auprès des autorités soviétiques n'avaient rien donné. Malgré ses lacunes et même les erreurs de détails qu'il contient probablement, selon l'aveu même de son auteur, le document contient une accusation grave à l'égard de l'URSS: celle d'avoir détenu et fait disparaître, en violation du droit et des ententes internationales, des centaines, voire des milliers de ressortissants étrangers et de prisonniers de guerre. Les défenseurs de l'URSS, presse et partis communistes, auront beau accuser l'auteur de calomnie et « d'anti-communisme primaire », ils ne parviendront pas à ébranler la crédibilité d'ensemble de

l'ouvrage, auprès d'une opinion de plus en plus renseignée

Gérard BEAULIEU

Département d'histoire
Université de Moncton, Canada

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

GILL, Louis, *Économie mondiale et impérialiste*, Montréal, Boréal Express, 1983, 416 p.

Cet ouvrage, publié en hommage à Karl Marx pour le centenaire de sa mort, adopte une approche résolument marxiste. L'auteur saisit la réalité mondiale comme un tout organiquement lié et interdépendant. L'économie et la politique internationales ne sont jamais dissociées. Leur analyse, largement historique, se réfère en permanence à la lutte des classes qui expliquerait les deux dernières guerres mondiales et, au-delà, les processus d'accumulation financière capitaliste, comme la crise du système monétaire international.

C'est dire à la fois tout l'intérêt mais en même temps les limites de l'ouvrage. Entre la présentation de l'analyse marxiste de l'histoire et le rappel des principales conceptions du capital financier, le chapitre le plus original est sans doute celui que l'auteur consacre à l'histoire des relations internationales depuis le début du siècle. On a cependant bien du mal à le suivre quand il explique l'alliance de Staline avec Hitler en 1940 puis avec l'Amérique en 1944 par le conflit qui oppose la bureaucratie du Kremlin et la révolution prolétarienne !

Les chapitres qui suivent traitent des relations financières, commerciales puis monétaires au niveau international. L'essentiel est traité, et il l'est correctement. La présentation de mécanismes souvent techniques n'empêche pas l'ouvrage de rester accessible (le calcul de la valeur du DTS fait exception : il aurait pu être beaucoup plus simplifié). On ne peut toutefois admettre sans réserves certaines af-

firmations ou certaines explications de l'auteur.

Il s'agit d'abord de la création des euro-dollards : il n'est pas exact que le dépôt dans une banque à Londres ne modifie pas la création de monnaie aux États-Unis et l'augmente en Grande-Bretagne (p. 154). La création monétaire ne varie pas, c'est une augmentation des liquidités qui survient, et elle n'est pas liée au dépôt, mais au crédit qui peut s'en suivre. L'impact inflationniste, qui nous semble établi, est néanmoins indirect et beaucoup moins important. Il l'est d'autant moins que les réserves conservées par la banque ne sont pas « le plus souvent négligeables » (p. 156), tout simplement parce que l'absence d'une banque centrale leur fait courir un plus grand risque. Et le facteur de multiplication est limité non seulement par le pourcentage de ces réserves, mais aussi par le pourcentage des dollars qui sont conservés aux États-Unis. Ce facteur n'est pas de 10, il est selon toute probabilité inférieur à 2 actuellement.

Il s'agit aussi des droits de tirage spéciaux, dont on ne peut admettre que « le caractère résolument inflationniste se passe de commentaires » (p. 315). Ils sont effectivement créés *ex nihilo*, mais quand un pays les utilise, il faut bien qu'un autre cède des devises en contrepartie. La contrepartie n'existe pas au moment de l'allocation, elle intervient au moment de l'utilisation. C'est bien la raison pour laquelle il n'a été créé à ce jour que 21 milliard de DTS, et il n'y a plus de consensus pour en créer davantage.

Il s'agit enfin du Système monétaire européen. On pardonnera volontiers à l'auteur d'avoir confondu les marges de variation, qui sont situées à 2,25 % du cours pivot bilatéral et qui nécessitent des interventions, avec le seuil de divergence, qui est calculé par rapport à l'Écu – ce qui oblige à neutraliser le poids de la monnaie considérée dans le panier – et qui ne crée pas d'obligation : les pays sont seulement présumés prendre certaines mesures. Il est plus difficile d'admettre que l'Écu n'est pas un instrument de paiement et de commander sans appel les ajustements décidés depuis 1979 : ils sont parfaitement normaux, le